

Le berceau de l'agriculture bio veut « faire vivre les gens du pays »

Aux côtés des activités high-tech et pôles de compétitivité souvent mis en avant, la région Rhône-Alpes se distingue en pionnière sur un podium plus discret... et plus gourmand : celui de l'agriculture bio et de proximité. Plus d'un tiers des exploitations agricoles régionales sont branchées en circuits courts.

Il est des révolutions tranquilles qui passent inaperçues. Gérard Lhopital, producteur de jus de fruits de la région lyonnaise, ne savait pas trop dans quoi ils s'engageaient quand, avec une demi-douzaine de jeunes agriculteurs, il a créé le premier magasin collectif de producteurs de France, Uniforme, entre Lyon et Saint-Étienne. Un acte de militantisme autant que de survie à l'époque où personne ne parlait de circuits courts. « Nous n'étions vraiment pas dans l'air du temps. Nous sortions des schémas dominants de l'agriculture d'alors », c'est-à-dire productiviste et dépendant de la grande distribution. Le point de vente regroupe désormais 17 fermes, soit une soixantaine d'agriculteurs, conjoints et salariés qui se relaient à la boutique. L'exemple a fait de nombreux petits, non seulement dans la région, qui compte environ 80 magasins de ce type, mais aussi dans le reste de la France (entre 150 et 200). Carine Montet, coordinatrice de Terre d'envies, association qui en regroupe 33 en Rhône-Alpes, remarque : « Les agriculteurs s'engagent dans cette démarche pour retrouver le contact avec le consommateur, mais aussi avec leurs collègues. Il se crée ainsi des liens de solidarité, d'entraide et d'échange : partage des travaux agricoles, laboratoires de transformation collectifs... C'est souvent même leur première motivation, au-delà des aspects économiques. »

« Un tiers des exploitations agricoles rhônalpines travaillent en circuits courts, faisant de notre région la première en France dans ce domaine », a rappelé le président PS du conseil régional de Rhône-Alpes, Jean-Jacques Queyranne, lors de l'inauguration, le 7 novembre, du Marché des saveurs, à Lyon, devant des monticules de



STEPHANE AUDRAS/REA

noix de Grenoble, pommes du Pilat, vins et fromages de Savoie, mais aussi des étals de caviar d'œufs d'escargots de la Drôme ou de viande de bison du Forez... Parmi les exposants, Marc-Alain Reynaud, pâtissier ardéchois qui vend

De nouvelles zones maraîchères se créent, des éleveurs s'installent. L'agriculture n'est pas là pour entretenir un folklore, c'est une véritable activité économique !

ses spécialités au mont Gerbier-de-Jonc, vient de rencontrer des producteurs d'amandes de son département afin de compléter son panel de fournisseurs locaux (myrtilles, framboises et, évidemment, châtaignes!) : « La proximité est essentielle dans mon métier, les consommateurs sont de plus en plus exigeants sur la qualité et l'origine des produits, et j'estime qu'il est

important de contribuer à faire vivre les gens au pays. »

La région Rhône-Alpes, qui compte le plus grand nombre d'exploitations en agriculture biologique en France (plus de 2 800, commercialisant en vente directe pour près des deux tiers), est aussi le berceau de multiples réseaux nationaux engagés dans l'agriculture paysanne, durable ou de proximité : Terre de liens, qui lutte contre la disparition des terrains agricoles, ou encore de Terres en ville, fédérant 23 villes françaises dans la sauvegarde de l'agriculture périurbaine, dont l'agglomération lyonnaise. « Qui imagine que l'agglomération lyonnaise compte plus de 200 agriculteurs ? » s'interroge Véronique Hartmann, chargée de mission du Grand Lyon. Celui-ci et le département du Rhône sont en train d'instaurer un périmètre de protection des espaces naturels et agricoles (PENAP, fin d'en-

quête publique en décembre), le premier de cette envergure en France. En rendant inconstructibles à long terme les terres fertiles, il les met à l'abri de l'inflation urbaine et, espère-t-on, de la spéculation sur le prix du foncier. Gilles Assi, vice-président UMP du Grand Lyon, délégué à la préservation des espaces naturels et de l'agriculture périurbaine, s'en réjouit : « C'est un signal très fort : sur 30 ans, c'est-à-dire à l'échelle d'une génération, un jeune agriculteur ne pourra pas être rayé d'un trait de plume lors d'une révision du plan local d'urbanisme. De nouvelles zones maraîchères se créent, des éleveurs s'installent. On a pris conscience que l'agriculture n'est pas là pour entretenir un folklore ou des paysages, mais que c'est une véritable activité économique, dont dépend aussi l'autosuffisance de nos villes. » ★

SANDRINE BOUCHER